

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le ministre de l'Industrie et du Commerce. Au cours des entretiens, le Canada a-t-il proposé de négocier à nouveau au sujet des différences de prix actuelles entre les diverses qualités du blé dans les différents pays?

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, nous n'avons pas examiné cela par le menu, car d'autres questions plus urgentes nous sollicitaient.

Des voix: Oh, oh!

Le très hon. M. Diefenbaker: Le ministre avait des questions plus urgentes à examiner dit-il, et ainsi nous voyons tous ces boisseaux de blé canadien accumulés dans les provinces des Prairies.

L'hon. M. Pepin: Je crains que le député de Prince Albert n'ait mal compris. Nous avons des questions plus urgentes à discuter, en ce sens que nous voulions tout d'abord susciter un esprit de collaboration. Ce qui viendra après viendra après.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Hees: Magnifique déclaration. Brillante, vraiment.

M. Gleave: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Pour ce qui est de la collaboration, les délégués du Canada ont-ils réussi...

M. l'Orateur: A l'ordre. J'invite les députés à permettre à la présidence et aux autres représentants d'entendre la question du député.

M. Gleave: Monsieur l'Orateur, la délégation du Canada a-t-elle réussi à obtenir la collaboration des autorités américaines en vue d'adopter une attitude favorable quant aux pourparlers qui se poursuivent à Londres sous les auspices du Conseil international du blé? Ces pourparlers visent à stabiliser de nouvelles ententes.

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a exprimé l'espoir qu'on en arrive à ce résultat. Comme il est toujours bien renseigné, j'ai toutes les raisons de croire que ses espoirs se réaliseront.

M. Baldwin: Ce n'est pas ce qui s'est produit à Stockholm.

L'hon. M. Stanfield: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Afin qu'il n'y ait pas de malentendu, devons-nous supposer que même si les ministres des deux gouvernements ont accepté de poursuivre les discussions, on ne s'est pas accordé, en fait, sur les prix auxquels les céréales seraient maintenues?

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, on est convenu de maintenir ces prix au plus haut niveau possible.

LES CÉRÉALES

POLITIQUE APPLICABLE AUX CULTIVATEURS DE L'OUEST

M. Jack McIntosh (Swift Current-Maple Creek): Monsieur l'Orateur, ma question se rattache plus ou moins à la déclaration du ministre sur la situation des producteurs actuels. Étant donné la pénurie actuelle de wagons couverts et les conditions climatiques et autres qui ont empêché les livraisons de céréales le printemps dernier, le ministre autorisera-t-il une extension de la campagne agricole actuelle jusqu'à ce que tous les points de livraison aient un quota d'au moins cinq boisseaux? Le problème a été soulevé à la Chambre à plusieurs reprises, monsieur l'Orateur. C'est pourquoi je demande si le ministre permettra aux producteurs de céréales de livrer les cinq boisseaux avant que la Commission canadienne du blé n'impose la date limite?

L'hon. Jean Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, nous avons récemment consulté la Commission du blé à ce propos. En ce qui concerne les contingents, la situation n'a pas cessé de s'améliorer depuis quelques jours et je crois que les derniers chiffres indiqueront à mon honorable collègue à quel point nous approchons, dans la plupart des cas, du contingent de cinq boisseaux.

M. McIntosh: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Puis-je demander au ministre de ne pas tenir compte des chiffres qu'il a donnés et de se renseigner auprès des représentants des régions productrices de céréales. Il pourra de la sorte connaître les chiffres exacts. Il apprendra également que le Canadien-Pacifique et le Canadien-National ne peuvent pratiquement pas, à l'heure actuelle, envoyer de wagons dans certaines régions pour y charger le blé, comme le ministre l'a promis. Il est vrai que certaines régions ont livré un boisseau de moins que leur contingent. Si l'on veut atteindre les objectifs fixés, il faut agir dès maintenant. Le ministre voudrait-il examiner la situation et voir ce qu'on peut faire?